

LE COMBAT SYNDICALISTE

CNT MENSUEL DE LA
Confédération Nationale du Travail



JUIN 2020/N° 453

2€

TÉLÉTRAVAIL turbin en solitaire, fini la communauté solidaire !

Pages 2 à 6



Lutte syndicale

- Lendemain de 1er mai. Vu de nos balcons en ce 1er mai, la mémoire des luttes et les perspectives immédiates. P 6

Juridique

- Le turbin assigné à résidence. Quel cadre légal pour le télétravail imposé ou fortement conseillé aux toujours plus corvéables? P 5

Ici et maintenant

- Je m'hospitalise, tu te formes, nous nous gérons. Pour un service public révolutionnaire et autogéré.
- Normal, vous avez dit normal? Revenir « à la normalité », c'est revenir à ce qui a provoqué la crise des soins.
- Plus jamais comme avant. Construire la lutte et vivre, maintenant ! P 10&11

École

- La pédagogie à écran d'arrêt. Télé-foutage de gueule dans l'enseignement. Sens du travail, contrôle social, données livrées aux rapaces... P 2 à 4
- Les enfants placés, les actionnaires applaudissent. Avec cette rentrée scolaire forcée, les baby sitters du Medef l'ont mauvaise. P 8

International

- USA, Brésil, Europe, Turquie. P 14 à 19

Culture

- Ecologie ou catastrophe. La vie de Murray Bookchin.
- Moi, Clément Duval, anarchiste & bagnard.
- Alexandre Marius Jacob, Voleur et anarchiste.
- L'imprimerie des Gondoles, 50 ans d'une boîte collectivisée. P 20 à 23

La pédagogie à écran d'arrêt

Télé-foutage de gueule dans l'éducation. Sens du travail, contrôle social, données livrées aux rapaces...

La veille de la fermeture des écoles, un mail de la cheffe d'établissement nous demande de « contrôler la présence des élèves » aux rendez-vous que nous sommes censés « leur fixer selon les emplois du temps, qui doivent rester notre référence commune, via Pronote afin d'aider à l'atteinte des objectifs de maintien à domicile ». De nous appuyer sur des cours de France 5, d'utiliser « Ma classe en ligne » du Cned, de vérifier les difficultés des élèves pour se connecter (matériel, connexion), de l'informer si nous n'avons « plus de contact d'aucune façon que ce soit avec l'un de nos élèves ». Elle fait appel à notre « créativité pédagogique », demande de nous préparer aux télé-conseils de classe via une future application que devrait fournir le rectorat.

Pour moi, c'est non. Pour des tas de raisons... La principale : je ne surveillerai pas mes élèves dans leur espace privé depuis le mien, ni pour le travail qu'ils sont censés y faire, ni – et encore moins – pour fliquer leur présence physique et leur respect du confinement ou temps d'après !

■ Continuité pédagogique ?

La « continuité pédagogique » inventée par Blanquer, ça n'existe pas, par exemple, quand il s'agit de remplacer



des profs absents dans des quartiers populaires.

Ça n'existe pas juridiquement non plus. Le télétravail, c'est un statut, géré normalement par contrat (surtout dans le privé), ou par des textes de loi (surtout dans le public). Pour l'instant, rien dans nos obligations de service, tout sur la base du volontariat. Et nous ne sommes pas obligés d'avoir ordi perso, téléphone portable, tablette, connexion internet... L'obligation de continuité pédagogique ? À voir si l'Éducation nationale nous fournit le matériel en état de fonctionner (illusoire aujourd'hui de penser à une maintenance à la hauteur). Pour l'instant, donc, ni cadre légal ni obligation... Par ailleurs, les

serveurs se sont montrés jusque là bien insuffisants.

En outre, les contenus pédagogiques et notre manière d'enseigner ne regardent que nous, et éventuellement le rectorat pourrait nous envoyer (par internet ?). Rappelons que l'inspection n'est pas obligatoire. En attendant, je préfère m'occuper seul des contenus que je donne à mes élèves, et ce n'est donc pas une plate-forme qui le décidera pour moi.

■ Télé-enseigner ?

Surtout, pour moi, enseigner et éduquer, c'est une relation humaine.

Directrice de la publication

Marie-Pierre Aiello
N° de CPPAP : 0623 S 0651

Rédaction

combat-syndicaliste@cnt-f.org
CS c/o CNT Stics 13
c/o 1 000 Bâbords
61, rue Consolat 13001 Marseille

Administration

cs-administration@cnt-f.org
C/O CNT 18 Avenue de Sierre
07200 Aubenas

Abonnements

cs-administration@cnt-f.org
C/O CNT 18 Avenue de Sierre
07200 Aubenas

Impression sur papier certifié
PEFC

Imprimerie Étoile

Za Sainte Anne 61190 Tourouvre
Les tâches amenant le Combat syndicaliste dans votre boîte aux lettres sont effectuées par des syndiqués.es après leurs journées de travail. Toutes vos idées d'articles sont les bienvenues. Le bouclage se faisant aux environs du 15, il est important que vos articles arrivent à la rédaction quelques jours avant, le plus tôt possible, cela évite le stress. Merci à tou-tes !

CNT

CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL

Bureau confédéral
6, rue d'Arnal
30900 Nîmes

www.cnt-f.org – Mèl : cnt@cnt-f.org

COMBAT SYNDICALISTE

CNT – 33, rue des Vignoles – 75020 Paris
Mèl : cs-administration@cnt-f.org

C'est en grande partie pour cela que je ne fais pas de cours magistraux. On découvre, on travaille, on propose, on cherche... et suivant la vitesse avec laquelle ça avance, on

à faire à la maison aggrave les inégalités et provoque des tensions familiales importantes. Voilà pourquoi il est interdit depuis les années 1950.

Le télé-enseignement voit poindre



passer à la suite ou on s'arrête pour approfondir une notion. Parfois même, on fait un pas de côté vers une autre discipline, un autre chapitre, afin d'assouvir une curiosité bien placée. Je ne travaille pas élève par élève comme un précepteur mais avec une classe et des enfants qui travaillent entre elles et eux.

Comment télé-faire cela ? Ce n'est pas avec le bouton « lever le doigt » de « Ma classe à la maison » que ça va rendre les choses humaines ! Il manquerait le bouton « couper la parole au professeur », « bavarder avec mon voisin », « essayer une idée que je n'ose pas proposer mais sur laquelle le prof va rebondir en passant à côté de moi », « passer sous ma table pour ramasser un stylo et me cogner en me relevant, déclenchant l'hilarité générale, matinée d'un soupçon d'inquiétude pour mon cuir chevelu »... Pourquoi pas faire un concert en visioconférence ou une bouffe par « meeting hangout » ? Je sais, certains ont le font, mais ça reste un pis-aller.

De plus, en 1er degré, c'est connu depuis longtemps, le travail scolaire

la télé comme enseignante, et l'enseignant-e comme garde-chiourme. Pas étonnant que ça plaise à Blanquer. Répétition des règles apprises par cœur, évaluation en ligne par des QCM, prof qui corrige des livrets qu'il n'a pas préparés... c'est le monde rêvé des élèves et profs robotisés-cher à Stanislas Dehaene.

■ Logiciels, applis en libre ou rien !

L'informatisation de l'enseignement pose des tas de problèmes depuis longtemps. Et on nous propose de les oublier, Covid oblige ? Pas sûr !

Souci majeur : l'exploitation des données personnelles par des boîtes privées sans scrupules, c'est même leur fonds de commerce. C'est le cas de Pronote, de toutes les applications dont on reçoit les publicités sous forme de plaquettes publicitaires rutilantes (agrées Éducation nationale), et évidemment encore plus des réseaux sociaux marchands qui se frottent les mains.

Partout, il faudrait s'inscrire, laisser un mail, retenir un énième mot de passe, recevoir et laisser des messages, le tout sous son vrai nom, bien sûr, c'est pour le boulot quand même !

Le numérique est aussi le royaume de l'abonnement : rien n'est à vous, tout est en ligne sur présentation de son identifiant, son mot de passe, et de la clef valable un certain temps. Si ça plante, on n'a plus rien. Au bout de quelques mois, c'est périmé, on n'a plus rien. C'est du vol organisé, légal, et on le généralise.

Pour le télétravail, on va aussi nous demander un équipement matériel et logiciel pour le son et l'image. Les cours pourront être faits en vidéo (essayez un logiciel de montage et vous verrez vite qu'il faudrait demander un triplement de nos salaires, rapport au temps de travail que ça impliquerait) et les réunions en visioconférence. Et là, je dis : « jamais » ! Je n'installerai pas vos logiciels marchands pourris sur mon ordi, ni de caméra, je ne ferai pas de cours en vidéo (je rappelle que je ne fais pas de cours magistraux).

De nombreux logiciels libres pourraient faire le même travail, sans inscription, avec des transmissions chiffrées. On pourrait fournir gratuitement des manuels en pdf, faciles à lire et à archiver dans nos disques durs. Ce qu'évidemment on ne nous propose pas.

Passons vite sur le problème écologique que posent les énormes serveurs énergivores à ouvrir pour l'occasion.

■ Les forces de l'ordre et du contre-ordre

Hors de cette situation anxiogène et potentiellement tragique, les velléités de nos supérieur-es hiérarchiques de nous mettre au travail à tout prix et dans n'importe quelles conditions seraient risibles. Même vision que n'importe quel pa-

tron-ne : « *On ne va quand même pas les payer à rien foutre !* »

Subir des exigences bureaucratiques complètement irréalisables, des démentis assortis de nouvelles instructions loufoques, et ce à tous les niveaux. Des ordres différents de la Direction du numérique éducatif, des milliers de chef-fes d'établissement et d'inspecteurs-trices. Des mises au point du recteur puis une blanquerade du ministre et plus personne ne comprend rien.

Il semble que les écoles auraient dû être fermées plus tôt. Peut-être qu'il faudrait les rouvrir plus tard. C'est ce qu'ont fait de nombreux pays. En France, le gouvernement est habitué à laisser les personnels en situation de danger. Le ministre empêtré dans les annonces que tout est sous contrôle, est désavoué par son Premier ministre et son président dès qu'il ouvre la bouche.

■ Enfants des personnels réquisitionnés

La seule injonction que je comprends – et même soutiens – : nous occuper des enfants des personnels réquisitionnés par la crise sanitaire. Là aussi les chef-fes ont montré leur incompétence et leur inutilité : très rapidement, les équipes de collègues se sont débrouillées pour détacher



des volontaires parmi celles et ceux qui n'habitent pas loin ou n'utilisent pas les transports en commun, qui n'ont pas d'enfant en bas âge et qui sont en bonne santé. Elles et ils ont organisé un début de rotation des tâches sans aucun besoin d'ordre de réquisition que le ministère serait bien en mal de fournir dans les délais ! Ça s'est ensuite gâté dès que les inspecteurs-trices et chef-fes d'établissements y ont mis le nez.

■ Alors qu'est-ce qu'on fait ?

À la maison, les parents s'occupent de leurs enfants, les font participer aux travaux intérieurs, leur apprennent la cuisine, les font lire, écouter de la musique, en jouent et profitent de la vie. Vivre confinés en famille demande de l'attention, de la patience, et une solide réflexion sur l'organisation des journées pour éviter la trop grande exposition aux écrans.

On peut donc conseiller des vidéos, des reportages, mais pas trop.

Des lectures, beaucoup. Des activités à faire en famille. Des musiques à écouter, à chanter. Et on peut utiliser certaines messageries pour prendre des nouvelles et rassurer certaines familles inquiètes ou angoissées.

Pourquoi pas proposer des travaux plus scolaires à celles et ceux qui le demandent, en étant bien conscient-es que beaucoup de nos élèves ne pourront pas les faire. Ne surtout pas mettre la pression, en profiter pour ne rien évaluer...

L'école, ce n'est pas seulement enseigner ; c'est apprendre ensemble pour s'émanciper... Autre chose que « Ma classe à la maison ». Allez, on se serre les coudes (pas celui dans lequel on tousse), et on n'hésite pas à demander de l'aide. On essaye de rester en contact, on communique comme on peut.

Et, surtout, on prépare l'après... pour que plus jamais on ne se laisse faire. Pour que plus jamais on ne touche à nos systèmes de protection sociale. Pour qu'on nous laisse travailler dans de bonnes conditions, qu'on respecte les élèves, leurs familles, et qu'enfin les travailleuses vraiment utiles (pour une grande majorité les précaires et les moins bien payés) puissent construire le monde dans lequel iels vivent, sans parasites spéculateurs ni profiteurs capitalistes. ●

Pascal, STE 75.

Le turbin assigné à résidence

Quel cadre légal pour le télétravail imposé ou fortement conseillé aux toujours plus corvéables ?

Jusqu'ici, le télétravail était un droit soumis à l'accord de l'employeur. L'état d'urgence sanitaire a inversé la donne, l'employeur poussant ou imposant le boulot à domicile. Avec la tentation de généraliser l'option. Les avantages de la pause kawa à toute heure, sans chef sur le dos, sont vite dissous par la perte de communauté de travail, de collègues avec qui contrer le management toxique, s'organiser syndicalement. La mise à distance isole, éclate le collectif de boulot, rend difficile entraide et solidarités, stratégies de défense collective et luttes. Les salarié-es atomisé-es ouvrent la voie à leur externa-

thétique « droit à la déconnexion » et renvoie les femmes au cumul invisible des tâches : boulot, cuisine, ménage, éducation des enfants.

■ C'est quand le taulier le veut

Dans le privé, depuis la loi n° 2018-217 du 29 mars 2018, un « accord » de gré à gré suffit, pour du télétravail occasionnel ou permanent. L'article L.1222-9 du Code du travail évoque le volontariat côté salarié-e, mais le contredit aussitôt,



lisation, ubérisables ou poussé-es au statut d'auto-entrepreneur (un pas déjà franchi par des cadres).

Le télétravail ouvre à l'assignation à répondre à toute heure, l'urgence 7j/7 (déjà subie et acceptée par bien des cadres), le traçage de l'ordi, le contrôle continu des temps de connexion et d'activité du clavier, les performances et résultats mesurés en continu. L'injonction à la disponibilité permanente remplace l'hypo-

l'accord collectif ou l'employeur tout seul pouvant par « charte » fixer « les modalités d'acceptation par le salarié des conditions de mise en œuvre du télétravail ». Les textes poussent au télétravail quand les déplacements sont impossibles, épidémies en 2012, épisodes de pollution (loi de 2018), prise en compte du handicap (Loi Penicaud n° 2018-771 du 5 septembre 2018 « pour la liberté de choisir son avenir professionnel »). L'option



travail à domicile ne relevant plus du volontariat, l'employeur peut y mettre fin quand il veut, selon accord collectif, « charte », accord informel pour le privé ou décision administrative dans le public.

■ À disposition de l'employeur

Dans le public, la règle vient de changer (Décret n° 2020-524 du 5 mai 2020 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature), avec ça : « Les modalités de mise en œuvre du télétravail et, s'il y a lieu, sa durée, ainsi que les plages horaires durant lesquelles l'agent exerçant ses activités en télétravail sont à la disposition de son employeur ».

Normalement, accessoires et consommables sont fournis (ou remboursés) par l'employeur sur justifications ou allocation forfaitaire, 10 à 50 euros par mois selon le nombre de jours télétravaillés. Mais dans le privé, les ordonnances de 2017 ont supprimé l'obligation de l'employeur de prendre en charge les frais informatiques des salarié-es, sauf si un accord collectif ou une charte le prévoit. Pour le public, l'obligation est maintenue, mais on l'a bien vu lors du confinement : pas question d'indemniser les agents au télétravail.

Reste plus qu'à assigner ce télétravail à résistance. ●

La rédaction du CS

(sources: rapportsdeforce.fr, legifrance)
Mémo officiel en 16 questions-réponses :
<https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/qr-teletravail-de-confinement.pdf>

Lendemain de 1er mai

Vu de nos balcons en ce 1er mai, la mémoire des luttes et les perspectives immédiates.

Ce premier mai 2020, confinés chez nous par l'État, nous nous sommes souvenu-es...

-de nos camarades américains August Spies, George Engel, Adolph Fischer et Albert Parsons, pendus le 11 novembre 1887 à Chicago pour avoir revendiqué la journée de 8 heures;

-de la fusillade de Fourmies, le 1er mai 1891, d'enfants tués, de l'églantine écarlate;

-du 1er mai 1919 qui, en France, devient une journée chômée pour la fête des travailleur-ses;

-de Pétain qui en 1941 rebaptise 1er mai, « fête du travail » plutôt que « fête des travailleurs » et impose le muguet blanc à la place de l'églantine rouge.

■ Et nous n'oublierons pas que...

-le gouvernement a trouvé 110 milliards pour soutenir les entreprises quand il ne trouvait pas 12 milliards pour nos retraites,

-le gouvernement a adopté par un coup de 49.3 sa réforme des retraites lors d'un conseil des ministres spécial covid-19 et n'a pas daigné porter cette décision au compte-rendu public de ce conseil !

-le gouvernement, qui recommande de sortir, voter, puis 24h plus tard de ne plus sortir du tout, incapable de distribuer des masques, lâche la bride à ses

chiens de garde qui distribuent en deux mois 359 000 procès-verbaux donc autant de prunes à 135€uros pour des motifs souvent affligeants.

-les ratonnades de la police se sont amplifiées avec le confinement.

■ Nous réaffirmons que...

-l'autogestion de la société par celles et ceux qui la font vivre est mille fois plus souhaitable que le fait d'engraisser ceux qui d'une main nous confinent et de l'autre serrent la vis un peu plus;

-notre projet de produire moins mais mieux et autrement pour partager le travail et les richesses, conserver des conditions de vie acceptables pour les humain-es sur la planète, développer un vrai service public, nous devons l'imposer toutes et tous ensemble par un vrai rapport de force;

-le 1er mai appartient aux travailleur-ses, et qu'il devrait en être ainsi pour tous les autres jours de l'année !

-la lutte des classes est plus que jamais nécessaire;

-les oppressions qu'elle soient de classe, raciales ou hétéro-patriarcales sont toutes à combattre.

Ne restons pas seul-es ! rejoignons et renforçons notre organisation de classe : le syndicat !

Parce qu'il devient urgent de mettre

un terme à la dérive autoritaire de notre société, pour conquérir de nouveaux droits et autogérer nos vies, y compris notre santé, prenons le chemin de l'action radicale vers la révolution sociale et libertaire. ●

UD CNT Haute-Garonne



Loyer, connexion : la tournée du patron

Faites rembourser vos frais du télétravail. Liste et mode de calcul.

Une participation employeur (public ou privé) peut être demandée pour rembourser les frais engagés quand on télétravaille : informatique, connexion, abonnement internet, imprimante, mise à dispo et adaptation d'un local privé pour usage pro (part de loyer, assurance taxe d'habitation, au prorata de la surface de la pièce dédiée), siège ergonomique, matériel et four-

nitures diverses, papier, cartouche d'encre, participation chauffage, étagère, etc.

L'Urssaf publie une liste et un barème (www.urssaf.fr) : Accueil>Employeur>Calculer les cotisations>Les éléments à prendre en compte>Les frais professionnels>Le télétravail>Les frais engagés par le salarié>tableau évaluation.

Ou <https://urlz.fr/CHK6> ●

Deux numéros sans papier

Message aux abonné-es du Combat Syndicaliste.

Lors du confinement provoqué par le coronavirus, les numéros d'avril et mai du Combat Syndicaliste n'ont pas pu être imprimés. Ils ont été édités sous format numérique.

Vous pouvez les télécharger gratuitement sur le site confédéral : www.cnt-f.org/-le-combat-syndicaliste-en-pdf-.html

Votre abonnement est bien sûr prolongé automatiquement de deux numéros.

Désolé pour ce désagrément et merci pour votre soutien. ●

L'administration du CS.

LE RÉGIME HYDROALCOOLIQUE : FAQ



Je m'hospitalise, tu te formes, nous nous gérons

Pour un service public révolutionnaire et autogéré.

Face à la crise sanitaire sans précédent, de nombreux·ses travailleur·ses du service public (titulaires ou contractuel·les) sont quotidiennement à leur poste dans les collectivités et établissements publics dans les secteurs de la santé, du social, de l'emploi et de la formation, de l'éducation ou de la fonction publique territoriale. Le service public est assuré par des professionnel·les engagé·es sur le terrain et en télétravail. Mais il est mensonger de faire croire que les missions de services publics peuvent entièrement se poursuivre. Sans compter que l'objectif annoncé de reprise le 11 mai reste complètement illusoire.

■ Retrait de droit

Dans certains endroits du territoire, les protections sont insuffisantes, les gestes barrières impossibles à mettre en œuvre du fait de la nature des missions. À chaque fois, nous appelons les agents à exercer leur droit de retrait et à nous contacter. Il est fondamental, encore plus

durant cette période, de ne pas rester isolé·es face à la hiérarchie.

Le manque de préparation de l'État et des collectivités est flagrant, en témoignent les réquisitions de matériel qu'ont subi certaines collectivités territoriales pendant le confinement. Les coupes budgétaires et suppressions de postes entamées ces dernières décennies ont déstructuré et fragilisé les services, entraînant des risques tant pour la population que pour les agents publics.

■ Masques rares

Les mesures liberticides mises en place pour faire respecter le confinement montrent une nouvelle fois l'incapacité de l'État et sa dangereuse volonté de réguler nos vies. Il lui est plus facile de mettre des amendes*, d'acheter des drones et de faire des cadeaux au patronat que d'équiper de masques et des tests fiables d'immunité tous les personnels en poste sur les trois versants de la fonction publique, d'État, hospitalière et territoriale.

C'est pourquoi les quatre fédérations CNT couvrant le secteur public (Éducation, Santé-Social, Territoriaux, Emploi & Formation Professionnelle) exigent :

- La titularisation sans condition de tous·tes les précaires;
- La gestion directe des services publics par les travailleur·ses;
- Le dégel du point d'indice dans les salaires;
- L'augmentation des créations de postes;
- La protection pleine et entière de chacun·e (EPI, organisation, tests...);
- Le classement automatique en maladie professionnelle pour chacun·e;
- La prise en charge intégrale du salaire en cas d'arrêt de travail.

Le capitalisme détruit nos vies, détruisons le capitalisme. ●

Fédés santé-social, territoriaux, éducation, emploi et formation professionnelle. 26 avril 2020

* 1,1 million de PV pour « non respect du confinement » en deux mois s'est vanté Castaner le 13 mai. Soit 148,5 millions d'euros dans les caisses de l'État.

Les enfants placés, les actionnaires applaudissent

Avec cette rentrée scolaire forcée, les baby sitters du Medef l'ont mauvaise.

Pas sûr qu'on explique clairement aux enfants qu'on les utilise comme variables d'ajustement de l'économie capitaliste. Afin d'éviter ce qu'il appelle « l'effondrement », Édouard Philippe a réquisitionné les écoles pour relancer la machine à profit du patronat, au risque d'une nouvelle vague de contamination.

Pour nous, l'effondrement, ce sont les morts par manque de masques et de tests ; les hôpitaux qui craquent, ses personnels fatigués, la misère et la disette quand les supermarchés regorgent de produits... L'effondrements ce sont les lois antisociales qui pourrissent nos vies, privatisations, recours au précaire, destruction du code du travail (lois El Khomri, Macron, travail XXL au début du quinquennat), attaques de nos retraites depuis environ 30 ans, réforme de l'assurance chômage....

Avec sa stratégie de 700 000 tests

Une école ouverte, mais vraiment

Une autre solution était possible : « Une école ouverte, à mi-chemin entre la rentrée des classes et les vacances. Au lieu de déconfiner l'école, en 54 pages de recommandations difficilement tenables, qui instaurent de nouvelles contraintes de confinement, ouvrons-la sur le dehors, c'est-à-dire sur la société. Et, quand c'est possible, sur la nature. » (Tribune de la philosophe Barbara Cassin et de l'anthropologue Victor Legendre)

VISIO-CONFINEMENT AU MEDEF



par semaine, le Premier ministre dit suivre le Conseil scientifique, escamotant que ce même Conseil a préconisé le 20 avril de maintenir fermés crèches, écoles, collèges, lycées et universités jusqu'en septembre.

L'accueil scolaire est un élément clé de cette reprise économique : tous les enfants qui ne peuvent se garder seuls seront placés dans les crèches, écoles primaires, mais pas lycées et facs restent fermés.

■ Déconfinement de classe

Le Premier ministre a un alibi social à la réouverture : le décrochage scolaire. Contre l'échec scolaire, la première mesure à prendre, c'est d'arrêter les fermetures de classes ! Quand E. Philippe a parlé de volontariat, pas un mot sur celui des enseignant-es. Les parents auront-ils vraiment le choix si leurs lieux de travail rouvrent ? S'ils ne mettent pas leurs enfants à l'école, prête à les accueillir, ils perdent leur droit au chômage partiel dès le 1er juin a annoncé le ministère du travail. Est-ce juste pour dédouaner l'institution, l'État et les collectivités de recours en justice en cas de contaminations ?

Quinze élèves par classe ? Le Dasen* de Paris en préconisait dix pour les classes des enfants de soignant-es, quand les volontaires en revendiquaient six maximum !

La « rentrée » spéciale s'est faite sans que les équipes aient vraiment pu se coordonner (organisation pratique, présence de savons, gels, masques, surblouses, serviettes jetables en quantités suffisantes, prise de température de chaque enfant, tests...) avec l'ensemble des personnels (périscolaire, assistant-es de vie scolaire, cantinières, gardien-nes, médecine scolaire, psychologues scolaires...).

Le 11 mai les écoles ont réouvert dans l'urgence, sans réflexion sur ce qu'il fallait dire et faire avec les élèves. Pour les enfants présent-es, qui doivent pouvoir à nouveau courir, se dépenser, discuter avec leurs camarades, il aurait fallu apprendre les gestes-barrières avant de parler de programmes scolaires. Les conditions sanitaires ont annulé le principe d'égalité d'accès à une école pour toutes et tous. ●

FTE Région parisienne

* Directeur-trice académique des services de l'Éducation nationale.

Normal, vous avez dit normal ?

Revenir « à la normalité », c'est revenir à ce qui a provoqué la crise des soins.

L'État a conduit sa politique financière et comptable à l'instar des entreprises privées : pas de stock et achats en flux tendus. Tout occupé à rogner sur les « coûts » de l'hôpital, il ne s'est pas préoccupé de prévoir. Le Covid-19 est peut être nouveau, pas les épidémies! Revenir « à la normalité » serait revenir à une politique sociale contre les sa-

est produit, où, quand et comment.

■ Qui veut d'un paquebot?

En cause, toujours, la course effrénée au profit, à la croissance ! Mais pour qui, pour quoi faire ? Enfin, revenir « à la normalité » d'avant est le leitmotiv de ce gouvernement - quitte à transformer l'État période

Trente glorieuses, l'ère d'avant le libéralisme. Un État porteur et moteur de la consommation à outrance, avec son corollaire : le magnifique maintien de l'emploi, y compris ceux particulièrement inutiles ou néfastes.

En tant qu'organisation anarcho-syndicaliste, nous sommes pour une production de biens et de services correspondant à l'expression des besoins des travailleur-euses (avec ou sans emploi). Et contre une production qui ne correspond qu'aux besoins de celles et ceux qui vivent de notre travail. Ainsi, en tant que métallos, nous ne sommes pas du tout sûres que la construction de jets privés, d'avions, yachts et paquebots soient indispensables. Par contre reprendre le chemin de circuits courts pour la production industrielle utile au

plus grand nombre nous semble pertinent. Elle générera des ateliers à taille humaine, proches des utilisateurs et sera bien plus raisonnable en terme environnemental et écologique. Ça peut sembler utopique. Pourtant, nous avons bien sous les yeux les motifs qui permettent d'envisager une autre société.

- les actions solidaires inter-professionnelles et l'engagement sans contrepartie ;

- la transformation de productions inutiles en productions utiles ;
- la solidarité internationale.

Tout ceci est parti du terrain avec comme objectif les vrais besoins des gens et sans les ressorts du profit personnel ! Toutes et tous en tirent d'énormes satisfactions !

■ Qui veut d'un destin collectif?

Et si on continuait ? Travailler tou-ttes, moins et autrement pour répondre aux besoins du plus grand nombre. Définir les relations humaines par la solidarité et la coopération, quelle que soit notre couleur de peau, notre sexe, notre origine géographique. S'organiser à la CNT, la lutte des classes n'est pas entre parenthèses, c'est faire vivre ces idéaux révolutionnaires au quotidien, tout en luttant ici et maintenant sur les lieux de travail et de vie pour conserver et développer les conquêtes sociales, tout en se formant à l'auto-gestion.

Alors quoi, revenir à la normalité qui nous oppresse et nous exploite. Comme avant? ●



larié-es, serrant la vis sur les salaires, les conditions de travail, les retraites et conditions du chômage. Le Medef pense déjà très fort.

En cause, encore, l'État qui conduit une politique sociale diminuant la part revenant aux salarié-es et fonctionnaires, au profit des actionnaires et à la sacro-sainte entreprise. Revenir « à la normalité » serait continuer de produire ce que nous produisons avant. Sans se préoccuper des conditions de production à l'autre bout du monde, des répercussions sur l'écologie et l'environnement, ou de l'utilité réelle de ce qui

Plus jamais comme avant

Construire la lutte et vivre, maintenant !

A lors qu'est-ce qu'on fait ? On continue d'attendre ? On nous promet qu'« après », rien ne sera comme « avant ». Tout sera « plus vert », plus égalitaire, plus juste nous disent-ils là-haut. Les médias dominants croient y voir les prémises d'un monde, plus beau, apaisé. Mais les promesses n'engagent que ceux qui y croient, surtout venant de la bouche des industriels, pollueurs, exploités, patrons, flics et gouvernants qui ont tout intérêt à ce que tout soit reproduit à l'identique dans « le monde d'après ».

La crise économique et sociale semble inévitable. Si le gouvernement et le patronat nous mettent déjà dans la tête que certain-es devront trimer plus longtemps, nous savons que d'autres ne retrouveront pas de boulot. La répartition du travail et le partage des richesses, c'est décidément pas leur truc. La sortie du confinement ne sera donc ni rose, ni verte.

■ Ils jouent avec notre santé

Le virus ? toujours là le 11 mai, et les jours suivants. Alors, on va subir la pression pour retourner au boulot dans des conditions sanitaires périlleuses ! Notre santé et notre sécurité ne sont pas une priorité patronale. Ça, ça ne change pas !

Car rien, absolument rien, ne changera, tant que nous n'établirons pas un rapport de force en notre faveur, en faveur des travailleur-ses et des précaires, des chômeur-ses, des jeunes dans la galère, des femmes, des habitant-es des quartiers populaires.

Rien, absolument rien, ne changera, tant que nous ne nous défendrons pas collectivement :

- en exerçant massivement notre droit de retrait face aux dangers au travail,

- en renonçant à préserver l'économie, « le travail », « la Nation », « le

pays » ou le PIB,

- en nous mettant en grève, en descendant dans la rue,

- en organisant et en étendant la solidarité de classe.

Ici et ailleurs dans le monde, les gouvernant-es ne pensent qu'à une chose : relancer la machine capitaliste et c'est uniquement pour ça qu'en France, on nous a renvoyé tou-ttes au turbin le 11 mai. Travaille et ferme ta gueule !

Comment résister à ce qu'on veut nous imposer par la force ?

Nous le constatons encore une fois, les systèmes collectivistes et mutualistes nous aident et nous protègent bien plus efficacement contre les coups durs, dans les crises qui nous subissons.

■ Compter sur ses propres forces

Nous, syndicats de combat, avons mis en place et utilisons nos caisses de grève et de solidarité. Les collectes d'argent et de biens de première nécessité sont nécessaires pour les salarié-es en grève, les précaires, les victimes des brutalités policières ou autre. Là où ces caisses existent, alimentons-les, utilisons-les ! Là où elles n'existent pas, aidons celles et ceux qui en auront besoin à les constituer dès maintenant, pour nos luttes futures.

La question de l'alimentation est également cruciale. Pendant le confinement, la peur de la pénurie alimentaire s'est faite sentir dans les magasins des grands groupes de la



grande distribution.

À côté de ça, les marchés de producteurs locaux étaient, presque tous, interdits. Bizarre ? Non ! Les gouvernant-es servent leurs intérêts et ceux de leur classe.

■ La propagande par le fait-tout

Néanmoins, l'accès à la nourriture s'est compliqué pour les plus démunies ou isolé-es. Le confinement a rendu la vie impossible aux personnes que le système socio-économique laisse sur le bas-côté en temps normal. Face à cela, l'isolement peut être fatal. Cependant la solidarité s'est très vite organisée.

La création de réseaux de distribution de colis de nourriture pour les personnes qui en avaient besoin, de réseaux de soutien, d'entraide et de débrouille, la solidarité entre pré-



caires, entre voisin-es, proches ou camarades, a permis à nombre d'entre nous de survivre, de surmonter des difficultés, de rendre l'isolement moins dur.

Ce confinement aura peut-être, enfin, permis de montrer au plus grand nombre que, même en temps de crise, l'entraide est plus efficace que l'individualisme, « *chacun-e pour sa gueule* ». En tout cas, chacun-e a pu voir l'inorganisation et l'absence de volonté de l'État de prendre soin des plus fragiles d'entre nous. Alors cultivons les habitudes que nous avons prises et prenons soin de maintenir les réseaux de distribution alimentaire et la qualité des liens qui se sont créés entre celles et ceux qui produisent et celles et ceux qu'ils et

elles permettent de nourrir.

Notre vie et nos luttes à venir en dépendent. Nous le redisons, nous voulons renverser le rapport de force. Nous ne tolérerons pas que ceux et celles qui produisent ne récoltent que miettes ou mépris.

■ Le capitalisme pue la mort

C'est pour toutes ces raisons que nous avons choisi de rejoindre les organisations qui défendent les intérêts des travailleur-euses : les syndicats. Et nous appelons tou-tes les travailleur-euses avec ou sans emploi, avec ou sans papiers, à faire de même. Préparons avec toutes les organisations syndicales combattives les moyens qui nous permettront

d'obtenir des conditions de travail, de vie dignes et satisfaisantes. Réactivons les intersyndicales dès maintenant pour préparer la grève générale.

Mais aujourd'hui comme hier nous ne pouvons limiter nos revendications et actions au seul objectif de l'amélioration immédiate de nos conditions de travail ou d'existence.

Aussi chacune de nos réflexions et actions doivent aussi être orientées vers la nécessaire disparition du système qui sème la mort et la désolation.

Alors bien sûr, il n'y aura pas d'union sacrée avec ceux qui exploitent, polluent et tuent pour leurs intérêts personnels et ceux de leur classe. Et nous refusons de les aider à spéculer ou s'enrichir sur nos vies, ou notre santé. Nous ne voulons plus des conditions de travail et de la vie « *d'avant* » ! Nous nous protégerons en utilisant tous les outils syndicaux et de défense collective à notre disposition. Nous ne voulons pas d'un retour à l'anormal ! Et parce que nous savons déjà que cela sera nécessaire, partout où nous le pourrons, nous organiserons la grève ! ●

UL33 CNT de la Gironde
(Bordeaux, le 8 mai)

MÉTIER D'AVENIR : CONSEILLER FISCAL DE RUE

AUJOURD'HUI ON TRAVAIE
SUR VOTRE PLAN PLURI-ANNUEL
POUR VOUS ÉVITER L'IMPÔT
SUR LA PAUVRETÉ





ABONNEZ VOUS AU COMBAT SYNDICALISTE

LE COMBAT
SYNDICALISTE
CNT

CAPITALISME
A MORT



USA

Aux abois dans la « forteresse Amérika », les familles exilées séparées n'arrivent pas à se réunir sans très grande difficulté

Un centre de rétention administratif pris d'assaut à Chicago lors d'un 1er mai solidaire, combatif et bien organisé.

Malgré la pandémie, une manifestation de plusieurs centaines de « *voisin-es, abolitionnistes pénales et autres malfaiteur-es* »⁽¹⁾ s'empara d'un quartier de Chicago pas très loin d'Haymarket Square, ce haut lieu de la lutte ouvrière et synonyme de la solidarité internationale. Il y a 134 ans, comme toutes les anarchistes en herbe le savent, la Place du marché de foins fut le théâtre d'événements tragiques déclenchés par des agent-provocateurs à la botte d'un chef de police qui cherchait à discréditer pour mieux réprimer le mouvement anarcho-syndicaliste.

■ Que nenni !

Aujourd'hui encore, nos camarades américain-es rouges et/ou noir-es font du bruit, cette fois-ci pour dénoncer un commerce aussi tragique qu'écœurant, celui qui permet aux PDG des services « sociaux » et autres vitrines bureaucratiques, de toucher des salaires exorbitants⁽²⁾ en échange de la gestion de la séquestration étatique d'enfants exilés.

Ce sont, donc, les responsables d'un réseau de centres de rétention administratif, Heartland Alliance, qui ce 1er mai, ont dû avoir des maux de têtes suite au passage intempestif des manifestant-es bien organisé-es, comme en témoigne la facilité avec

laquelle iels ont pris d'assaut le centre grâce à des échelles de corde faites maison.

Le centre était quand même vacant, vraisemblablement et peut-être justement, pour faciliter des rénovations visant à renforcer la sécurité des lieux. En effet, pendant des semaines auparavant et de manière régulière, les manifestant-es se rassemblaient devant le bâtiment pour réclamer la libération des enfants, tout en chantant, en faisant des gestes d'amitié -tels des cœurs formés avec les doigts, ou en hissant des banderoles qui affichaient leur solidarité. Les responsables du centre, faisant preuve d'une grande hypocrisie, leur avaient demandé de ne plus « mettre en danger » les jeunes. Puis, le jour où les incarcéré-es mineur-es non-anglophones avaient lancé aux manifestant-es un message en anglais, « HELP », l'administration a réagi en bâchant les fenêtres. Pour le collectif de soutien, ce geste caractérise cette « *chambre de torture (...) utilisée pour isoler et punir les enfants migrants qui ont tenté de s'échapper ou de se rebeller contre leurs ravisseurs dans d'autres installations.* »⁽²⁾

Heartland Alliance est une soi-disant association à but non-lucratif qui, tout en désavouant la politique fédérale en matière d'immigration⁽³⁾, s'égosille à faire entendre sa bienveillance accueillante au service d'enfants « *non*

accompagnés ». D'après les manifestant-es, elle n'est qu'une prison qui pratique le kidnapping légal dans un système de tri lucratif destiné à briser les familles exilées.

Déjà, ces familles-là sont contraintes de fuir leur pays natals, des républiques bananières corrompues et autoritaires ou comme le Venezuela, en pleine décomposition économique à cause, en partie, des sanctions américaines. La pauvreté et la violence frappent durement les travailleur-es et déstructurent la fabrique familiale de la société. Ne pouvant donc pas amener les enfants avec eux à cause des dangers parfois mortels associés à l'exil, les parents *mojados*⁽⁴⁾ les confient aux grands-parents dans l'espoir de les faire venir une fois installés aux USA. Piégés par la politique « *forteresse* » xénophobe du contrôle des frontières, les parents ne peuvent ni retourner chez eux pour les chercher ni faire venir les enfants par voie légale. Par conséquent, ils doivent engager des coyotes, les passeurs qui parfois, au lieu de les amener à bon port, gardent les enfants en otage en exigeant une rançon.

En arrivant aux USA, les parents tombent malheureusement trop souvent entre les mains d'ICE, l'infâme Immigration and Customs Enforcement, une agence dont la réputation glace le sang. C'est donc cette police douanière qui est chargée de faire ce tri inhumain commandité, on le sait, par le Gangster suprémaciste



de la Maison blanche⁽⁵⁾.

Pendant que les parents incarcérés subissent des tabassages, peut-être, des prises d'empreintes digitales, sûrement, et des mises en examen afin de donner un vernis légal à leur expulsion, les enfants – lancés à leur recherche, traversent la frontière illégalement, eux aussi. Une fois arrêtés, ils sont envoyés aux « abris » pour mineur-es au lieu d'être réunis avec leurs parents, ce qui pourrait être très facilement le cas. Main dans la main avec les forces de repression, ces « abris » forment un réseau fédéral qui pérennisent un système de contrôle des populations aux relents plus que colonial.

Un témoignage accablant d'une ancienne salariée expose la nature mensongère de la mission de l'agence, dont le nom « terre de coeur », Heartland, évoquera désormais un stress cardiaque plutôt qu'un sentiment d'altruisme. Et pour cause. Les responsables prétendent que les enfants à charge sont perdus, séparés de leurs parents par les aléas du destin, mais en réalité, ils participent au sabotage qui empêche les parents désespérés de retrouver leurs bambins.

En faisant état des 42 cas de COVID-19 dans les installations de Heartland, les manifestant-es dénonçaient à la fois les conditions concentrationnaires qui rendent des telles statistiques inévitables, ainsi que

la gestion militarisée de la pandémie. De plus, des milliers d'appartements à Chicago sont inhabités alors que leur réquisition permettrait le relogement des familles réunies dans des conditions de confinement sanitaire décentes.

Des flyers jetés aux quatre vents du toit du centre déclaraient :

Nous détruisons l'illusion que l'entreprise de prison pour bébés de Heartland puisse être autre chose qu'un chevauchement insidieux entre les complexes industriels à but non lucratif et les prisons. La pandémie a mis à nu cette interaction torturée révélant une avalanche de contradictions. C'est dans ces fissures que nous commençons à développer de nouveaux mondes. Des mondes sans incarcération, sans domination, dans lesquels nous n'aurons plus à compter sur des systèmes qui cherchent à éteindre et à exterminer notre autonomie et notre joie, et qui rejettent notre pouvoir le plus important : la solidarité des un-es envers les autres. ●

GT Amériques

(1) Source : <https://itsgoingdown.org/vacant-migrant-child-jail-building-stormed-in-chicago-on-may-day>

(2) 400 000\$ par an.

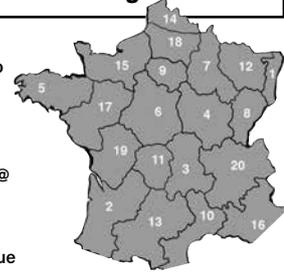
(3) <https://www.heartlandalliance.org/know-the-facts-heartland-human-care-services-program-for-unaccompanied-children>

(4) De l'argot mexicain pour décrire celles et ceux qui en traversant à la nage le Río Grande, « se mouillent ».

(5) Noam Chomsky cité lors d'un entretien sur la chaîne Democracy Now !

Vous trouverez sur le site Internet www.cnt-f.org, toutes les coordonnées pour contacter un syndicat par branche ou par section géographique. Voici les adresses par région.

Bureau confédéral
6, rue d'Arnal 30900 Nîmes
06 52 17 93 54
mél : cnt@cnt-f.org



1 Alsace

Union régionale CNT c/o
Lucha y Fiesta
BP 30017 67027
STRASBOURG CEDEX 1
09 52 91 12 14 alsace@
cnt-f.org

2 Aquitaine

Syndicats Gironde 36, rue
Sanche-de-Pomiers, 33000
Bordeaux
06 95 52 69 71
ul33@cnt-f.org
Syndicats régionaux PTT
Aquitaine, BP 80099, 33704
Mérignac

3 Auvergne

Union régionale CNT
Salle Poly, place Poly,
63100 Clermont-Ferrand

4 Bourgogne

Syndicat intercorporatif de
Saône-et-Loire
et de la Nièvre
19 rue du pavé
71290 Cuiseaux,
CNT 21
61 rue Jeannin
21011 Dijon
http://www.cnt-f.org/_cnt-interco-21_.html
06 01 22 17 94

5 Bretagne et Pays de la Loire

Union régionale CNT
BP 30423, 35004 Rennes
CEDEX
06 34 98 30 72
bretagne@cnt-f.org

6 Centre

CNT Centre
13 rue Pierre Fournier
41600 Lamotte-Beuvron
cnt-centre@cnt-f.org

7 Champagne- Ardennes

Syndicats CNT Marne
BP 90009,
51201 Épernay CEDEX
8 Franche-Comté Syndicats
CNT Doubs
c/o CESL, BP 121, 25014
Besançon CEDEX cnt-doubs@cnt-f.org

CNT Jura

Sur la Roche
39370 Les Bouchoux

9 Île-de-France

Union régionale CNT
33, rue des Vignoles, 75020
Paris 01 43 72 95 34
br.pr@cnt-f.org

10 Languedoc Roussillon

Union régionale CNT
6 rue d'Arnal 30000
Nîmes
ur.lr@cnt-f.org

11 Limousin

Union locale Limou-sin
6, rue de Gorre,
87000 Limoges,
cnt87@cnt-f.org

12 Lorraine

Union régionale CNT
ur.lorraine@cnt-f.org
UD CNT Moselle
5, place des Charrons,
57000 Metz
ud57@cnt-f.org

13 Midi-Pyrénées

Union régionale CNT
18, av. de la Gloire,
31 500 Toulouse
Tél 09 52 58 35 90

14 Nord-pas-de-Calais

Union régionale CNT 32,
rue d'Arras, 59000 Lille
03 20 56 96 10
ur59-62@cnt-f.org

15 Normandie

Syndicats CNT Calvados
BP 02,
14460 Colombelles
Syndicats CNT Seine-
Maritime BP 411, 76057
Le Havre CEDEX Syndicat
CNT Eure
interco27@cnt-f.org

16 PACA

CNT-STICS 13 c/o 1000
bâbords 61, rue Consolat
13001 Marseille

17 Pays la Loire

voir Bretagne

18 Picardie

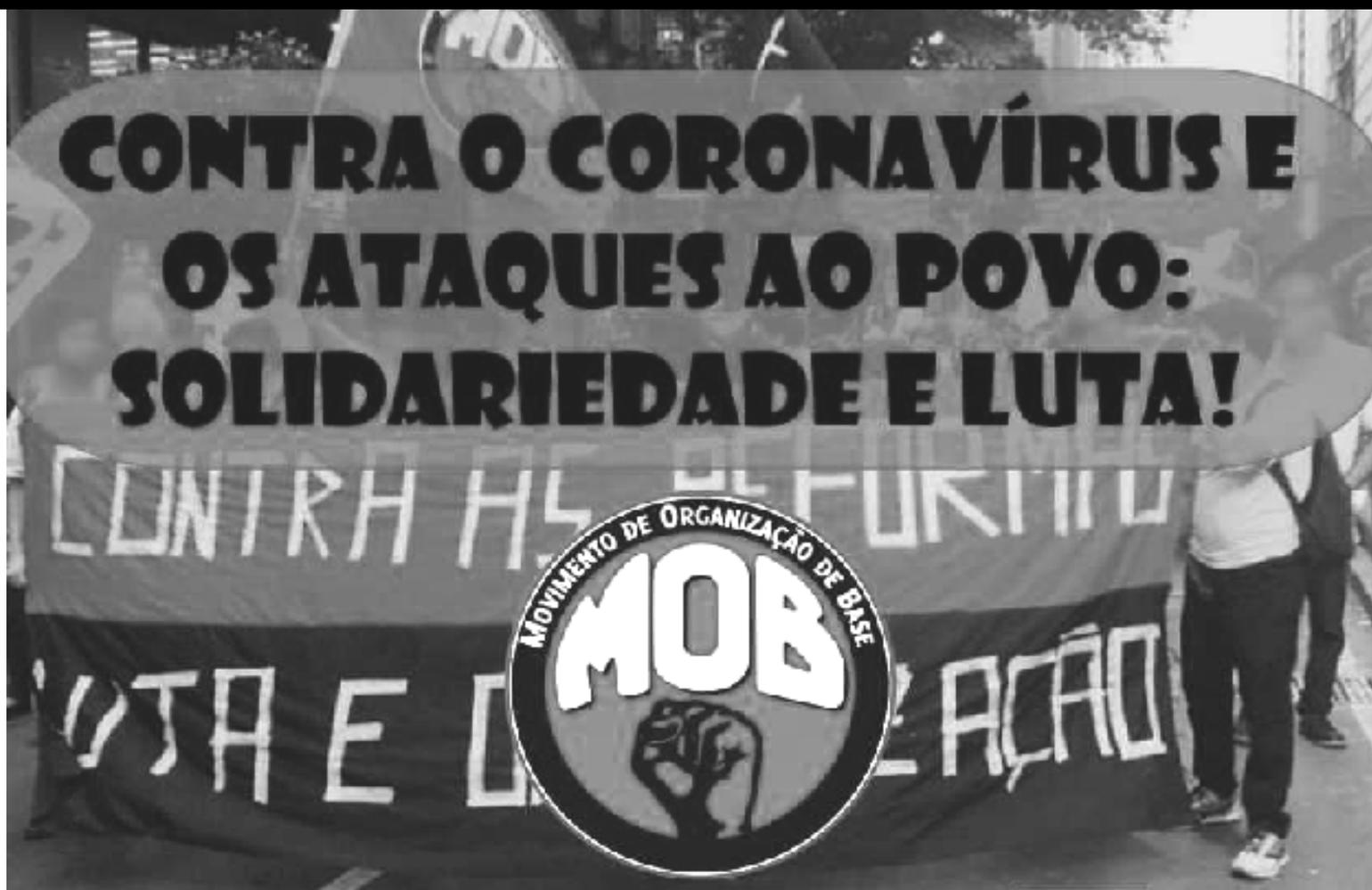
Voir avec Nord-pas-de-Calais

19 Poitou-Charentes

Union régionale CNT
20, rue Blaise-Pascal,
86000 Poitiers
05 49 88 34 08

20 Rhône-Alpes

Union régionale CNT
44, rue Burdeau
69001 Lyon



ORGANIZACAODEBASE.WORDPRESS.COM

Organização de base Belem



@ORGANIZACAODEBASE



@MOBDEBASE

Brésil

Sortir l'enfance de la rue de Bélem

Structure d'accueil de l'enfance pauvre, le Movimento de organização de base demande de l'aide.

Deux petites filles de 6 et 5 ans, Bianca et Adrielle, ont été sauvagement assassinées en 2006 dans un quartier de la Pratinha, secteur périphérique de Belém du Pará au Brésil. Deux victimes d'une société où les enfants paient encore un tribut trop lourd à la violence endémique et à une absence de structure les encadrant en continu (sachant que l'école ne les accueille que la moitié de la journée et que la plupart des parents travaillent). Deux symboles d'un certain Brésil, loin des cartes postales balnéaires et des clichés de carnaval. Un Brésil où la pauvreté est une réalité tristement criante, où l'école re-

présente bien souvent la seule garantie d'un repas quotidien. Un Brésil des inégalités flagrantes et d'une injustice qui frappe les plus faibles.

Depuis 2006 et ce drame, le terrain où les corps des fillettes ont été retrouvés est devenu, sous l'impulsion d'un couple d'oncle et tante, un institut communautaire. Son but : retirer les enfants de la rue, les protéger en leur offrant, outre un casse-croûte matin et après-midi, les fondements éducatifs nécessaires pour faire d'eux des enfants les plus épanouis possible et de futurs citoyens critiques et responsables. Malgré les difficultés matérielles et organisationnelles,

Seu Jorge et Dona Ivanice ont donné l'impulsion de toute leur force de volonté et de tout leur cœur pour qu'une telle atrocité ne se répète plus.

■ Pauvreté, solidarité

Car la réalité de ce quartier, c'est un quotidien fait de grande pauvreté mais aussi de solidarité immédiate entre habitant-es qui n'attendent plus l'amélioration de leur sort d'une mairie aux abonnés absents, d'un État défaillant et surtout de tous ceux qui proposent une aide contre rétribution : politiciens, religieux, anciens militaires en quête de



Militant-es du MOB de Parana

rachat depuis la fin de la dictature... Les personnes veulent s'organiser par elles-mêmes et malgré les carences de tous types, elles réussissent de véritables prouesses fondées sur l'entraide et le bouche-à-oreille : le 15 octobre 2016, une centaine d'enfants a participé à la Fête des Enfants de l'Institut et, après de nombreux jeux et activités culturelles, a pu repartir avec un jouet collecté par les bénévoles.

■ Recyclage, cinéma

La Pratinha, et particulièrement cette rue, sont pour le MOB (Mouvement d'Organisation de Base de Belém)* un espace de construction concrète de cette société plus juste, où chacun-e réaliserait ses actes en pensant au bien de la communauté, sans attendre des autres institutions les améliorations indispensables. Le MOB accompagne depuis 2014 cette aventure humaine, et jour après jour, anime avec d'autres bénévoles des ateliers de sérigraphie, de renforcement scolaire, d'anglais, de recyclage pour les enfants du quartier, mais aussi un ciné-club, des débats communautaires de sensibilisation aux thématiques sociales et sociétales, etc. Il prend sa

part dans la concrétisation d'une autonomie, loin des aides institutionnelles qui se paient en votes achetés, en dîmes reversées, ou autres compensations plus ou moins directes d'aides ponctuelles et intéressées.

■ Tout manque

Cependant, même avec toute la bonne volonté et l'investissement matériel, moral et financier que chacun des bénévoles met à l'œuvre jour après jour pour animer l'Institut, des choses aussi indispensables qu'une structure pérenne, accueillante et confortable pour les enfants, des toilettes saines, un réseau électrique sûr et sécurisé, ou des équipements basiques comme des chaises, ventilateurs (ou mieux, climatisations), tableaux de cours, ordinateurs, manquent toujours au quotidien des enfants ce qui permettrait de les inciter à fréquenter l'établissement le plus souvent et dans les meilleures conditions possibles.

■ Appel à dons

C'est donc avec un grand espoir en votre générosité, que les bénévoles du MOB partici-

pant chaque semaine aux activités de l'Institut Bianca et Adrielle, font appel aux dons** pour nous aider à réaliser le mieux possible cette mission que nous nous sommes donnée de construire pour tous ces enfants un avenir plus lumineux et un présent plus léger, plein de découvertes et d'apprentissages, de nouvelles connaissances, et loin de la violence, des abus, ou de la consommation de stupéfiants malheureusement fréquents à Belém.

Par avance, merci pour eux et pour celles et ceux qui feront de ces dons des réalisations concrètes telles que :

- la construction d'une maison « *en dur* » (actuellement une baraque en bois) pour accueillir les enfants, avec deux salles de classe, une cuisine, des toilettes et une salle d'accueil administratif ;
- l'achat des équipements nécessaires au fonctionnement et à l'accueil d'une soixantaine (en moyenne) d'enfants chaque jour. ●

GT Amérique

* <https://organizacaoabase.wordpress.com/>

** en France : www.lepotsolidaire.fr/pot/dmuzyp1t ; au Brésil :

www.vakinha.com.br/vaquinha/instituto-bianca-e-adrielle-bairro-da-pratinha-belem-pa



Europe



1er mai à Athènes : tout le monde à 2m de distance.

Un 1er mai presque privé de rue

Retour sur cette journée empêchée dans les pays de la coordination Rouge et Noire.

Le 1er mai est une date importante pour les mouvements anarcho-syndicalistes et syndicalistes révolutionnaires européens, et dans le monde. Commémorant le massacre de Haymarket à Chicago, le 1er mai 1886, c'est aussi et depuis toujours une journée de lutte et de revendications qui mobilise et fédère chaque année. Pour cette édition 2020, les mesures de confinement (on peut dire d'enfermement) des populations causées par la pandémie de Covid 19 ont interdit les rassemblements et manifestations revendicatives et combatives. Aucune n'a pu se tenir comme à l'accoutumée. Petit retour et tour d'horizon avec les organisations membres de la coordination Rouge et Noire (SAC en Suède, IP en Pologne, EZE en Grèce, USI en Italie, CGT et Solidaridad Obrera dans

l'État espagnol) pour ce 1er mai exceptionnel de restriction des droits d'expression, de manifestation, de revendication.

■ Tout-es aux balcons

En Suède, la SAC, participe chaque année à la manifestation appelée par les partis et les syndicats de gauche. Mais cette année, aucune de ces organisations n'a organisé de cortège. La SAC a alors décidé d'organiser une protestation aux balcons, par le biais de banderoles et de pancartes. Traditionnellement, la SAC organise un rassemblement devant un monument de Stockholm dédié aux combattants suédois des brigades internationales de 1936 en Espagne. Cette année, ce rassemblement a aussi pu se tenir malgré les

interdictions, et les camarades ont pu célébrer à leur manière ce 1er mai.

■ L'incruste dans les files d'attente

En Pologne, le 1er mai n'est pas une tradition populaire ancrée. Les camarades d'IP ont essayé de développer une protestation durant la durée du confinement, en affichant des banderoles et pancartes aux balcons et fenêtres. Ils et elles ont aussi trouvé un moyen original d'afficher leurs revendications en contournant les interdictions de rassemblements. Durant le confinement, de nombreuses personnes faisaient la queue devant les magasins d'alimentation : les camarades d'IP ont incrusté les files d'attente des



La SAC le 1er mai à Stockholm, mais en 2016...

clients, avec des banderoles et des signes de protestation. Quand la police les appréhendait, ils prétextaient attendre pour faire leurs courses.

■ Concerts et débats en numériques

Dans l'État espagnol, les manifestations dans les grandes villes ont été interdites. Seuls tolérés, quelques rassemblements respectant les mesures de distance physique, dans des petites villes rurales. La CGT de l'État espagnol a organisé des rassemblements en numérique avec concerts et débats. Les camarades ont constaté avec un peu de frustration mais aussi d'interrogations que cette forme de célébration avait réuni davantage de monde que les cortèges des années précédentes. Solidaridad Obrera souhaitait faire une manif, malgré l'interdiction à Madrid, ce qui n'a pas pu se faire. Seuls quelques quartiers ont célébré ce 1er mai par des applaudissements et banderoles.

■ Manifester à distance

En Grèce, les manifestations étaient interdites, mais les gauches radicales et en particulier le syndicat PAME, proche du parti communiste grec, ont organisé une protestation devant le parlement à Athènes et dans plusieurs villes grecques. Cette protestation a rassemblé plusieurs milliers de participant-es, les manifestant-es

étaient masqué-es et se tenaient à un mètre de distance, respectant les marques au sol. Les syndicats majoritaires grecs avaient aussi appelé à une grève générale de 24h. Les camarades ne nous ont pas rapporté de cas de répression sur ces manifs mais ont expliqué que la police est intervenue violemment dans un squat d'Athènes qui avait décidé de célébrer à sa façon le 1er mai. Précisons que le mouvement de contestation en Grèce est toujours actif car les enseignant-es ont mené une grève le 3 mai contre la réouverture des écoles, et les travailleur-ses du milieu culturel sont aussi en mouvement et en grève actuellement.

Nous n'avons pas à ce jour de nouvelles du syndicat italien USI et nous n'avons pas eu d'informations concernant une mobilisation ou une tentative de mobilisation en Italie, mise à part les affichages aux balcons de banderoles et pancartes revendicatives. Les grands syndicats italiens se sont contentés de participer à une émission télé de la RAI avec pour slogan commun « *Travailler en sécurité: construire l'avenir* ».

Ce 1er mai ne fut pas en Europe le jour de contestation et de combativité populaire dans les rues avec des cortèges que nous connaissons chaque année, mais ne doutons pas que malgré le confinement des peuples, la colère gronde. ●

G.T Europe.



Erdogan s'acharne contre les musiciens rebelles

Ibrahim Gökçek le bassiste de Grup Yorum est mort après plus de dix mois de grève de la faim.

Le mois dernier, nous évoquions la mort de la chanteuse du groupe de musique Grup Yorum, Hélin Bölek, décédée suite à une grève de la faim de 288 jours, engagée contre la répression et l'interdiction de la musique du groupe. D'autres membres du groupe menaient alors le même combat. C'était le cas du bassiste Ibrahim Gökçek, qui a tenu une grève de la faim de 323 jours. Il est décédé des complications de cette action le 7 mai 2020.

Le lendemain, les proches et les camarades d'Ibrahim Gökçek ont voulu organiser une cérémonie d'enterrement. L'État turc a envoyé la police pour encercler le centre culturel et religieux Cemevi (lieu de culte alévi) au nom de la lutte contre le Covid 19. Des dispositifs anti-émeutes étaient disposés autour du quartier Gazi à Istanbul. De nombreux policiers ont alors arrêté les participant-es à cette cérémonie, dont les membres du Grup Yorum, des sympathisants, trois avocats. Le centre Cemevi a été pris d'assaut, la police fracassant la porte et tirant sur les personnes réunies avec gaz lacrymogène et LBD. La police a ensuite emporté le corps de Gökçek sans dire pourquoi ni où. Il a été finalement inhumé, à Kayseri sa ville natale, sous haute surveillance policière.

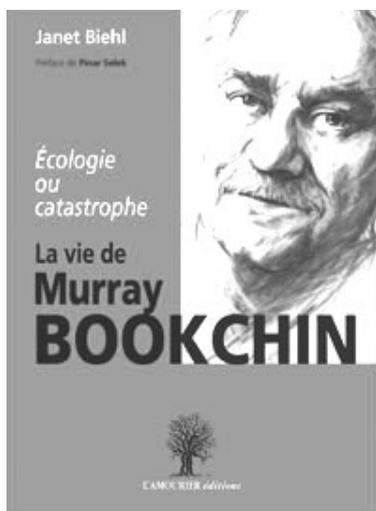
La nuit précédant l'inhumation, les partisans d'extrême droite, les Loups gris, se sont rassemblés pour protester et empêcher son inhumation dans le district de Basakpinar. Il a fallu trouver un autre cimetière.

L'État turc poursuit son acharnement et sa violence aveugle contre ces musicien-es fervent-es défenseur.es de la culture alévi et de la résistance populaire. Pour que vive cette culture et leur résistance, continuons de les soutenir et d'écouter leur musique toujours porteuse de révolte et de courage. ●

GT Europe

Sources d'informations : <https://rojinfo.com/>

Bookchin : l'éco-anarchisme contre le désastre



Écologie ou catastrophe. la vie de Murray Bookchin,

ed. L'Amourier,
622 p. 29 euros.

Lui qui aurait le titre de père de l'écologie sociale a mis longtemps à être reconnu en France. Traduit en turc bien avant de l'être en français, Murray Bookchin a contribué à la réorientation du leader kurde Abdullah Öcalan, passé du marxisme léninisme le plus classique à un communisme libertaire imprégné d'écologie et de féminisme. Bookchin a eu en gros le même parcours. Famille prolo du Bronx, ado, il est coco, puis trotsk, syndiqué dans une Union sous contrôle stalinien, ce qui fait traverser les stratégies du mouvement ouvrier américain dans les années quarante et cinquante. Secrétaire d'un penseur éditant une revue théorique post marxiste, Bookchin écrit en 1952 un article sur la nocivité des pesticides en agriculture, puis sur les cancers liés au nucléaire. Il prône les énergies décentralisées, éolien, solaire, hydraulique, l'agriculture bio, l'autogestion, l'épanouissement de l'individu dans un rapport de non domination à la nature, et le souci de ne travailler que quelques heures par jour. Bien avant les années 1970 et l'ère hippie.



■ Le désastre qui vient

Bookchin chemine jusqu'à l'anarchisme en lisant Lewis Mumford, historien des sciences et de l'urbanisme, qui cite Kropotkine. En 1963, Bookchin pointe les dérives environnementales liées au capitalisme : CO2, fonte de la calotte glaciaire. À lire ces écrits, ça peut paraître évident aujourd'hui, mais à l'époque du « progrès » triomphant, c'était moins flagrant. Contre les projets de centrales nucléaires, il est adepte de l'action non violente et de luttes portées par des groupes d'affinité locaux fonctionnant au consensus. Constatant que la domination humaine sur la nature découle directement de la domina-

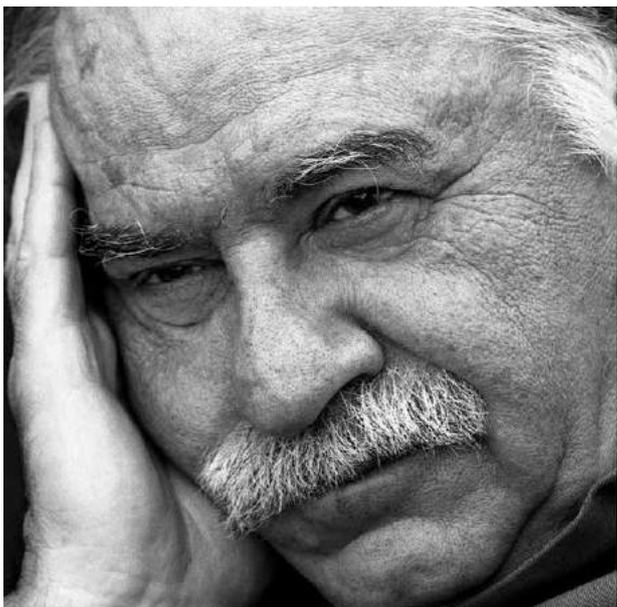
tion de l'humain sur l'humain, reprenant la célèbre formule de Rosa Luxemburg, socialisme ou barbarie, Bookchin sent que le dilemme se joue entre utopie anarchiste ou extinction de l'humanité.

■ De la Commune au Rojava

Sa vie croise tous les mouvements de l'époque, situs, provos hollandais, anars parisiens. En 1967, il rencontre à Paris la CNT en exil, Cipriano Mera, Pablo Ruiz, Peirats à Toulouse. En 73, il publie une étude sur The Spanish Anarchists et fait connaître aux Américains les collectivisations cénétistes. Considérant les grandes mégalo-poles comme inadapées aux utopies, il préfère la



décentralisation de petites communautés sociales, où l'autogestion est plus jouable, où l'environnement est plus maîtrisable. Il pense que « *le citoyen doit remplacer l'ouvrier en tant qu'agent élusif du changement révolutionnaire* », ce qui lui vaut de fortes oppositions de pas mal de libertaires en Europe. Après tout, les débuts du socialisme municipal du PS encore un peu teinté d'anticapitalisme, n'a mené qu'à de la gestion sociodémocrate procapitaliste. Bookchin a pour références principales la Commune de Paris, l'entraide de Proud'hon et Kropotkine, les collectifs anarchistes de l'Espagne de 1936. En 1969, il mène campagne contre les emballages, puis lance un centre de recherche et d'expérimentation dans le Vermont, État



rural de la côte Est où la tradition de gouvernement local, partagé, en démocratie directe, en parallèle des institutions étatiques, remonte à la Révolution américaine du XVIIIe. Le municipalisme libertaire que

Bookchin, chin chin !

Les rééditions de textes de Bookchin, mort en 2006, ne manquent pas : L'écologie sociale; penser la liberté au-delà de l'humain (ed. Wildproject) / La révolution à venir; les assemblées populaires et la promesse de démocratie directe (Agone) / Pouvoir de détruire, pouvoir de créer; vers une écologie sociale et libertaire (L'Echappée) / Changer sa vie sans changer le monde (ed. Agone) / Pour un municipalisme libertaire (Atelier de création libertaire)/ Notre environnement synthétique. La naissance de l'écologie politique (ACL)/Qu'est-ce que l'écologie sociale ? (ACL) . Ou Agir ici et maintenant ; penser l'écologie sociale, de Murray de Floreal-Romero, ed. du Commun.

défend Bookchin en est l'héritier, autogouvernement communal par des assemblées populaires municipales ouvertes à tous, à l'échelle du quartier ou d'une commune. C'est sur les mêmes principes que les Kurdes du Rojava ont organisé leurs autorités locales.

■ Contre toutes les dominations

Bookchin se dit ouvertement politiquement et personnellement pro féministe, disant que le mouvement féministe radical « *m'a fait découvrir les tendances [patriarcales] en moi* » et « *comme beaucoup d'hommes, j'ai essayé sérieusement de m'en défaire* » afin de « *construire [un moi] affranchi des valeurs engendrées par la hiérarchie et la domination* ». Toujours contre l'idée de domination, il refuse de dualisme entre l'être humain et le reste de la

nature, préférant l'idée d'un « *continuum s'étendant des formes de vie les plus élémentaires aux sociétés humaines* ». Il s'oppose autant à un écologisme sacralisant la nature, voire comme le mouvement américain de la deep ecology, donnant la primauté à l'état sauvage, considérant les humains en général comme responsables de leur perte. Cet écologisme « *profond* » niant toute lutte de classes, et les logiques de croissance, de productivisme et de profit capitalistes. Cette deep ecology réclame la dépopulation sans s'inquiéter de ses ressorts eugénistes, malthusianistes et imprégnés de vision coloniale. Bookchin rejette tout autant l'éco spiritualité puisant dans les potions troubles du New Age et du développement personnel. Rédigée par Janet Biehl, secrétaire et compagne de Bookchin pendant près de vingt ans, cette biographie éclaire bien son parcours, mieux que les seules compilations de textes de diverses époques. ●

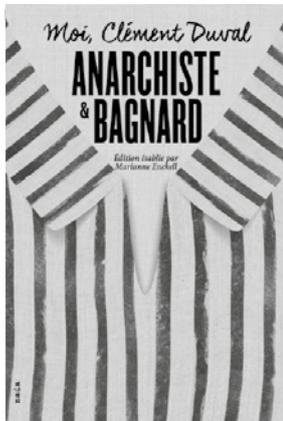
Nico, Interco Nantes

En complément, un débat intéressant autour de la pensée de Bookchin, de l'exemple kurde et de la critique du localisme, 44 minutes sur Mediapart en accès libre : www.youtube.com/watch?v=ejksnPBjVtU



Alexandre Marius Jacob,
Voleur et anarchiste,
 Jean-Marc Delpech
 ed. Nada, 222p., 17 euros.

Bagnards anars



Moi, Clément Duval, anarchiste & bagnard,
 ed. Nada, 288 p., 19 euros.

Parmi ceux qui ont écrit sur le bagne, de l'intérieur, on connaît mieux Marius Jacob, Eugène Dieudonné, voire Henri Charrière même si son Papillon est entré par effraction dans l'imaginaire populaire en pillant des destins et racontant d'autres forçats de Cayenne. Duval appartient au groupe anar « La Panthère des Batignolles », qui pratique la reprise individuelle et la propagande par le fait des monten-l'air libertaires. Condamné pour un mauvais coup de surin sur un brigadier lors de l'arrestation chez un receleur, Clément Duval verra son plaidoyer anarchiste à l'audience publié à 50 000 exemplaires, collés partout. Aux Îles du Salut les mal nommées, réputées pour les pires conditions de survie, Duval tisse des solidarités



Clément Duval

contre les contremaîtres, parfois affrontés à coups de bâton voire jetés par les fenêtres de la case commune, à l'occasion. Détenu 14 ans sur l'île au Diable, cette fois bien nommée, il argumente aussi avec l'administration sur le plan du règlement et parvient à faire lever des punitions. Il tient tête à la pénitencière, toujours digne face à la chiourme, même quand son corps est en loques. Il sait jauger les gens de confiance et les planches pourries, repérer les mouchards et les vendus. Il mène ses enquêtes pour déjouer les machinations et trahisons de ses codétenus. Ces mémoires dressent le portrait de crapules, de bourrique et de réfractaires admirables. Fidèle à ses idéaux, il refuse d'être affecté à l'atelier d'entretien des outils métalliques du bagne si ça inclue les instruments de répression, notamment la lame de la guillotine à affûter. Surnommé la « guillotine sèche », le bagne, implacable système d'extermination lente mais sûre, les statistiques l'ont démontré, a aussi sa vraie guillotine, « bascule à Charlot » distribuant aussi sec la peine de mort expéditive. Réfractaire à l'administration pénitentiaire, il a donné du fil à retordre aux geôliers. Clément Duval a eu cette formule : « Vous aurez ma graisse, mais vous n'aurez pas ma peau ». Il ne l'ont pas eu. Son obsession de la cavale et ses nombreuses tentatives finiront par réussir en 1901. Réfugié

à Brooklyn auprès d'anarchistes italiens, il y rédige ses mémoires.

18 tentatives d'évasion, autant d'échecs : Jacob « prisonnier de guerre sociale » en réchappe quand même, libéré en 1927 grâce à la campagne contre le bagne menée par Albert Londres. L'auteur s'affranchit du romanesque pour



Marius Jacob

revenir aux archives de l'histoire de Marius Jacob, souvent contée, parfois mythifiée. Sa bande, « les Travailleurs de la nuit » pratique aussi le vol comme entreprise collective pour « porter de sales coups à cette gueuse de société capitaliste ». La cambriole cible maisons bourgeoises, églises, villas, sacristies. Après le coup qui tourne mal, un flic tué, son procès lui offre aussi, en mars 1905, une tribune politique. En bonus, une réfutation du cliché autour de Marius Jacob, anar illégaliste, homme du peuple, conscient et politisé, souvent présenté comme le modèle d'Arsène Lupin, dandy huppé versé dans le fantastique, version insipide du rebelle social organisé auquel Maurice Leblanc escamote toute dimension anarchiste. ●

Nico, Intercro Nantes

* La thèse d'histoire de Delpech sur Jacob, dont le brouillon est tiré, est lisible en ligne : <http://docnum.univ-lorraine.fr/public/NANCY2/doc230/2006NAN21007.pdf>

ABONNEZ-VOUS AU COMBAT SYNDICALISTE

Je m'abonne pour 11 numéros (1 an) au prix de 30 € (soutien), 22 € (standard), à partir du numéro :

Si réabonnement, merci de cocher la case :

NOM PRÉNOM ADRESSE

PROFESSION MAIL

Chèque à l'ordre du *Combat syndicaliste* à renvoyer à *Combat syndicaliste* C/O CNT 18 Avenue de Sierre 07200 Aubenas

Si vous souhaitez qu'un.e ami.e s'intéresse au CS ou si vous avez vraiment trouvé merveilleux ce numéro, mais que vous n'avez pas la possibilité de vous abonner tout de suite, alors lisez bien ceci : **durant 3 numéros, nous vous abonnons gratuitement.** Il vous suffit de remplir le bon ci-dessus et de cocher cette case.

Toutes ces offres d'abonnement valables uniquement en France métropolitaine. Nous contacter pour l'étranger. L'offre d'abonnement pour 3 numéros gratuits valable une seule fois par personne (même nom, même adresse). Bonne lecture.



Un passé bien imprimé

L'imprimerie des Gondoles, 50 ans d'une boîte collectivisée.

À Choisy, des machines de l'imprimerie des Gondoles sont sortis les numéros de Solidaridad obrera de la CNT en exil. Publications libertaires, républicaines, catalanes mais aussi imprimerie de faire parts, affiches, de prospectus publicitaires des commerçants du coin. L'imprimerie fonctionne de 1956 à 2006, comme une entreprise collectivisée. Cinquante ans d'existence pour une entreprise militante, autogérée, salaires à égalité, c'est pas courant.

Anciens de la guerre d'Espagne, des Forces Françaises Libres, de la résistance et des camps nazis, ils n'abandonneront jamais leur combat contre Franco. Martín Bernal, avec



Granados des FFL, Roque Llop et Roda déportés à Mauthausen et bien d'autres, anciens de la guerre d'Es-

pagne et des collectivisations, ont formé l'armature de la Fédération Locale de Choisy-le-Roi/Thiais de la CNT. Cette CNT de Choisy épaula Marcellan et Agustí, à l'initiative de la création de l'imprimerie des Gondoles, approuvée par la CNT en exil. Bernal, Granados, Roda sont de la première liste de souscription qui permet de lancer ce qui est appelé dans la CNT « le projet pour la culture ».

Histoire de travail en autogestion, histoire familiale, histoire locale : une vidéo de 37 minutes réalisée par l'association du 24 août 1944 évoque cette imprimerie d'où sont sortis aussi bien des numéros du Combat syndicaliste. ●

www.youtube.com/watch?v=gYpuyTO_Pvg



LA CNT C'EST QUOI ?

UN SYNDICAT ! Parce que cette forme d'organisation englobe à la fois le champ économique, politique, social et culturel. Parce qu'elle est directement issue du peuple et qu'elle représente ses intérêts.

DE COMBAT ! Parce que les intérêts des travailleur-euses s'opposent radicalement aux intérêts du capitalisme. Parce que les grandes avancées sociales n'ont été arrachées que dans l'action et la mobilisation.

AUTOGESTIONNAIRE ! Parce que les décisions doivent être prises à la base. Parce que nous appelons à l'auto-organisation des luttes. **SOLIDAIRE !** Parce que les hiérarchies (salaires, fonctions, statuts) s'opposent à une société égalitaire et autogérée. Parce que seules la réflexion et l'action interprofessionnelles permettent d'éviter le corporatisme. **ANTICAPITALISTE !** Parce que nous fabriquons toutes les marchandises et assurons tous les services, nous devons les orienter pour le bien de toute la collectivité et non pour l'ambition démesurée de quelques-un.es. C'est pourquoi nous pensons que le syndicalisme doit être porteur d'un projet pour une société plus juste, plus égalitaire, plus libre... Un projet révolutionnaire. Puisque personne ne travaille à ta place, que personne ne décide à ta place !

